



PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU

DE LA SÉANCE DU JEUDI 5 DECEMBRE 2024 A 18 H 30

*Salle culturelle et de séminaire G. RISTERUCCI (1^{er} étage) de la Halle au Blé,
située 1 place Xavier Jourdain 68130 ALTKIRCH.*

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 29 novembre 2024

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Bernard BUBENDORF, Danielle BUHLER, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Jean-Claude EGGENSPILLER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSE, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Jean-Luc HEUDECKER, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, André LEHMES, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean MERIGNAC, Jean-Marc METZ, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Gaston REIN, Gérard RENGGLI (du point 4 au point 14), Régine RENTZ, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Raphaël SCHMIDLIN, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENDELIN, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Céline STEVANOVIC (à partir du point 4), Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WALTER, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Messieurs Jean-Pierre BUISSON, Michel LERCH, Clément LIBIS, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Monsieur Antoine ANTONY a donné procuration à Madame Doris BRUGGER,
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Stéphane STALLINI,
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Monsieur Sylvain GABRIEL,
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration à Madame Agnès LORENTZ,
Monsieur Georges HEIM a donné procuration à Monsieur Matthieu HECKLEN,
Monsieur Fabien ITTY a donné procuration à Monsieur Nicolas JANDER,
Monsieur Bertrand IVAIN a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Monsieur Christian LERDUNG a donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH,
Monsieur Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Monsieur Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Aurélio TOLOSA,
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Fernand WIEDER,
Monsieur Patrick STEMMELIN a donné procuration à André LEHMES,
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration à Monsieur Jean-Marc METZ,
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

Étaient excusés sans représentation :

Mesdames et Messieurs Anne-Marie BIANCOTTI, Delphine FELLMANN, Agnès HARNIST, Rita HELL, Gérard RENGGLI (du point 1 au point 3 et à partir du point 15), Philippe RUFI, Paul STOFFEL.

Étaient non excusés :

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Annick GROELLY, Ginette HELL, Didier LEMAIRE, Estelle MIRANDA-SIVERT, Céline STEVANOVIC (du point 1 au point 3), Isabelle STEFFAN, Marielle THOMANN.

Ordre du jour :

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE	141
2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 7 NOVEMBRE 2024.....	141
3. MOTION EN VUE DE LA RECONSIDERATION DE L'EFFORT DEMANDE AUX COLLECTIVITES DU FAIT DE LA DEGRADATION DES FINANCES PUBLIQUES	141
4. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	142
5. DECISION MODIFICATIVE N°4.....	145
6. AUTORISATION RELATIVE AUX DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025	146
7. AVANCES SUR SUBVENTIONS 2025 POUR CERTAINES ASSOCIATIONS.....	148
8. APPROBATION DU PLAN DE FORMATION 2025.....	148
9. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS	149
10. FORFAIT MOBILITE : ADAPTATION AU NOUVEAU CADRE REGLEMENTAIRE	149
11. DETERMINATION DES MODALITES DE CONCERTATION PUBLIQUE PREALABLE A LA CREATION DE LA ZAC DE CARSPACH.....	150
12. INVENTAIRE DES ZONES D'ACTIVITE ECONOMIQUE	152
13. APPROBATION DE L'AVANT-PROJET DEFINITIF DE LA CONSTRUCTION D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT A MUESPACH-LE-HAUT	153
14. FIXATION DE LA CONTRE-VALEUR POUR LES REDEVANCES DE L'AGENCE DE L'EAU.....	153
RHIN-MEUSE.....	153
15. REDEVANCE DE L'EAU POTABLE : FIXATION DES NOUVEAUX TARIFS	154
16. MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE DE L'EAU POTABLE.....	155
17. REDEVANCE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF : FIXATION DE NOUVEAUX TARIFS	156
18. MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	157
19. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU FONDS DE RENOVATION DES MAISONS ALSACIENNES ET DU BATI TRADITIONNEL.....	157
20. POINTS DIVERS	159

En préambule à la séance, le commandant ROCHE de la gendarmerie d'Altkirch présente l'organisation de la compagnie et explique son fonctionnement sur le territoire. La compagnie comprend au total une centaine de gendarmes réparties dans quatre unités territoriales. Le secteur concernant le territoire de la Communauté de Communes comprend deux communautés de brigade : Altkirch/Illfurth et Ferrette/Durmenach.

Une brigade de recherche qui s'occupe de la gestion des enquêtes plus sensibles et complexes, complète l'équipe, et apporte une aide dans le domaine judiciaire aux unités territoriales. Une équipe de PSIG est également en place pour faire des patrouilles principalement de nuit.

En 2023, il y a eu 1 200 interventions dont 800 crimes et délits et 1 500 enquêtes judiciaires dans l'année.

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 7 NOVEMBRE 2024

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 7 novembre 2024.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 7 novembre 2024.

3. MOTION EN VUE DE LA RECONSIDERATION DE L'EFFORT DEMANDE AUX COLLECTIVITES DU FAIT DE LA DEGRADATION DES FINANCES PUBLIQUES

Le Président rappelle que le projet de loi de finances pour 2025 prévoit une contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques à hauteur de 5 milliards d'euros. Joint à d'autres mesures, comme la réduction du fonds vert ou la hausse des cotisations à la CNRACL, ce montant atteint les 8 milliards d'euros.

Si les élus locaux ont toujours reconnu qu'il existe une communauté de destin entre décideurs publics devant les comptes de la Nation, nos collectivités locales ne sont pas responsables des déficits ou de l'endettement de l'État.

Réunis en congrès au Havre du 16 au 18 octobre dernier, les élus des Intercommunalités de France ont appelé le Gouvernement et les parlementaires à revenir sur des dispositions qu'elles considèrent comme particulièrement injustes pour les collectivités locales et qui font planer de graves menaces sur l'exercice de nos services publics, sur l'investissement local et donc l'emploi.

Pour la Communauté de Communes, l'ensemble des mesures prévues dans le Projet de Loi de finances pour 2025 représente un effort de 305 000 euros :

- 50 000 € au titre de la baisse de deux points du FCTVA ;
- 125 000 € au titre de la non-affectation de la dynamique de TVA ;
- 120 000 € au titre de l'augmentation de 4 points de la CNRACL ;
- 10 000 € au titre de la réduction de la DC RTP.

Une telle reprise en main des budgets locaux par l'État est inacceptable. Par ailleurs, les efforts considérables demandés au conseil départemental et au conseil régional entraîneront également des répercussions significatives pour notre territoire.

La Communauté de Communes, avec toutes ses communes membres, s'est résolument engagé dans la voie de la transition écologique et du renforcement des services publics, piliers des politiques conduites par l'État ces dernières années. Les mesures financières prévues dans le Projet de loi de finances mettront à mal cette stratégie et auront inévitablement pour conséquences :

- la hausse du recours à l'emprunt, à rebours de l'ambition affichée par le Gouvernement, dans la mesure où plusieurs chantiers, à un an et demi de la fin de mandat, sont lancés et ne peuvent être abandonnés ;
- la fragilisation des services publics et des réponses apportées aux besoins des habitants ;
- la réduction des dépenses sociales pourtant indispensables à la cohésion nationale ;
- l'impossibilité de poursuivre notre niveau d'engagement pour lutter contre le réchauffement climatique, alors même qu'une accélération des investissements s'impose.

Le Conseil, à l'unanimité, appelle le Gouvernement et les parlementaires à revoir l'ensemble des mesures proposées dans le Projet de loi de Finances pour 2025 dans un souci de justice et d'effort mesuré demandé aux collectivités locales.

Arrivées de Monsieur Gérard RENGGLI et de Madame Céline STEVANOVIC

4. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Il convient d'actualiser les autorisations de programme existantes, et les crédits de paiement en découlant, comme suit :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC)									
			2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
AP 5	-2 527 635,56 €											
Construction d'un ALSH à Spechbach	2 577 635,56 €	2313	964,00 €	6 247,00 €	2 809,00 €	23 649,39 €	95 373,99 €	304 680,15 €	723 392,03 €	1 067 745,64 €	302 774,36 €	50 000,00 €

Augmentation de l'AP de 50 000 € et des crédits de paiement 2025 (qui tient compte d'une rectification matérielle du montant indiqué sur de la délibération DEL 087-2024 en date du 19/09/2024).

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC)							
			2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
AP 7	1 829 700,00 €									
Construction d'un ALSH à Ferrette	1 829 700,00 €	2313	40 565,00	42 447,34	13 629,21	91 083,21	616 351,51	763 632,08	210 990,00	51 001,65

Transfert de CP de 2024 à 2025 de 51 001,65 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC)				
			2021	2022	2023	2024	2025
AP 20	330 000,00 €						
Réhabilitation du multi-accueil à Muespach-le-Haut	333 010,00 €	2313	- €	- €	3 853,60 €	28 010,00 €	301 146,40 €

Augmentation de l'AP et des CP 2024 de 3 010,00 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC)			
	(€ TTC)		2022	2023	2024	2025
AP 22	381 734,40 €					
Extension MA Ferrette	384 234,40 €	2313	8 234,40 €	32 978,50 €	343 021,50 €	- €

Augmentation AP et CP 2024 de 2 500 €.

BUDGET 00203 : ASSAINISSEMENT REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)		
			2023	2024	2025
AP 20-13	350 000,00 €				
WALDIGHOFFEN - Rue de Bâle	500 000,00 €	2315	7 690,20 €	349 559,80 €	142 750,00 €

Augmentation de l'AP de 150 000 € et augmentation des CP 2024 de 7 250,00 € et 2025 de 147 750,00 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)		
			2023	2024	2025
AP 20-15	809 000,00 €				
ILLTAL-OBERDORF - tranche 3	1 108 476,00 €	2315	8 476,00 €	884 108,00 €	215 892,00 €

Augmentation de l'AP de 299 476 € et augmentation des CP 2024 de 83 584,00 € et 2025 de 215 892,00 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)	
			2024	2025
AP 20-19				
DURMENACH - Rues de Bâle Gendarmerie	884 665,00 €	2315	516 580,00 €	368 085,00 €

Transfert de 66 580 € de CP de 2025 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)	
			2024	2025
AP 20-23				
WERENTZHOUSE Rues Ecole Vignoble Tulipes	501 198,00 €	2315	263 635,00 €	237 563,00 €

Transfert de 13 635 € de CP 2025 sur 2024

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)						
			2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
AP 20-5	1 832 000,00 €								
RUEDERBACH : travaux d'assainissement	1 832 000,00 €	2315	- €	5 800,00 €	900,00 €	- €	222 889,00 €	1 477 111,00 €	125 300,00 €

Transfert de 168 111 € de CP 2024 sur 2025

BUDGET 00239 : EAU POTABLE REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)						
			2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
AP 10-1	229 480,00 €								
NUMERISATION DES PLANS	269 480,00 €	2315	5 000,00 €	54 480,00 €	39 500,00 €	39 500,00 €	41 000,00 €	50 000,00 €	40 000,00 €

Augmentation de l'AP de 40 000 € et inscription des crédits en CP 2025.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)					
			2021	2022	2023	2024	2025	2026
AP 10-5		2031						
SCHEMA DE DISTRIBUTION	287 500,00 €		- €	- €	- €	- €	237 500,00 €	50 000,00 €

Transfert des CP 2024 sur 2026 de 50 000 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP			
			(€ HT)			
AP 10-8	208 099,50 €		2021	2022	2023	2024
JETTINGEN : partie Nord	218 699,50 €	13111				10 600,00 €
		2315	4 371,00 €	202 016,00 €	1 712,50 €	

Augmentation de l'AP de 10 600 € et inscription des crédits en CP 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP			
			(€ HT)			
AP 10-9		2317	2024	2024	2025	2026
LIGSDORF :réservoir + traitement arsenic	500 000,00 €			2 000,00 €	450 000,00 €	48 000,00 €

Transfert des CP 2024 de 2024 en 2026 de 48 000 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP		
			(€ HT)		
AP 10-14	202 125,00 €		2023	2024	2025
WALDIGHOFFEN - rue de Bâle	262 125,00 €	2315	2 125,00 €	129 000,00 €	131 000,00 €

Transfert de CP de 2024 sur 2025 de 131 000 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP	
			(€ HT)	
AP 10-17	157 862,00 €		2024	2025
DURMENACH - rue de la Gendarmerie	167 862,00 €	2317	163 088,00 €	4 774,00 €

Transfert de crédits de 2025 sur 2024 de 53 500 € (qui tient compte d'une rectification matérielle du montant indiqué sur de la délibération DEL 087-2024 en date du 19/09/2024).

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie les autorisations de programme et crédits de paiements comme exposé ci-avant par son Président.

5. DECISION MODIFICATIVE N°4

Il convient d'apporter les modifications suivantes aux budgets annexes suivants :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

Gestionnaire	Fonction	Nature	Chapitre	Opération	HT	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
							DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
	01	198	040		N	Neutralisation amortissements			185 491,00	
	01	77681	042		N	Neutralisation amortissements		185 491,00		
PERIFERR	331	2313	23	AP07	N	ALSH Ferrette - diminution			- 51 001,65	
MAFERRETT	4222	2313	23	AP22	N	MA Ferrette - augmentation			2 500,00	
MAMHT	4222	2313	23	AP20	N	MA MHT - augmentation			3 010,00	
PERIOLTIN	331	4582	4582		N	Remboursement frais d'insertion marché MO				700,00
PERIOLTIN	331	4581	4581		N	Remboursement frais d'insertion marché MO			700,00	
MUTEV	020	70845	70		N	Apurement rattachement 2023 en recette		8 000,00		
MUTEV	020	65888	65		N	Apurement rattachement 2023 en recette	8 000,00			
ECONOMIE	61	2031	041		N	Transfert écritures du chap 20 au 23				12 400,00
ADMIN	020	2031	041		N	Transfert écritures du chap 20 au 23				2 840,00
AFFSCOL	221	2041412	204		N	Fonds de concours pour gymnase Hirsingue			1 440,97	
TOURISME	633	7398	014		N	Reversement CEA - taxe de séjour	1 100,00			
TOURISME	633	7398	014		N	Reversements à l'OT	11 000,00			
COMM	020	611	011		N	Création d'une vidéo	26 400,68			
	01	2761	27		N	Régularisation garanties prêts Marie Pire			- 739 581,32	
	01	65182	65		N	Régularisation garanties prêts Marie Pire	773 581,32			
ENVIRO	70	617	011		N	Prélèvements crédits pour équilibre	- 13 210,00			
	01	021	21		N	Virement de la section de fonctionnement				- 613 381,00
	01	023	23		N	Virement à la section d'investissement	- 613 381,00			
TOTAL							193 491,00	193 491,00	- 597 441,00	- 597 441,00

BUDGET 00210 : BUDGET VALORISATION DES DECHETS

Nature	Chapitre	Antenne	HT	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2031	20		N	Etude de faisabilité déchetterie			6 200,00	-
2313	23		N	Prélèvements de crédits pour études			- 6 200,00	
611	011		N	Ajout de crédits pour prestations	200 000,00			
617	011		N	Annulation études en exploitation pour transfert en inv.	6 200,00			
6542	65		N	Créances éteintes	- 40 000,00			
703	70		N	Ajout recettes perçues		60 000,00		
706	70		N	Ajout recettes perçues		100 000,00		
7718	77		N	Régularisation nature 611		6 200,00		
TOTAL					166 200,00	166 200,00	-	0,00

BUDGET 00239 : BUDGET EAU REGIE

Nature	Chapitre	Opération	HT	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2315	23	AP 10-14	O	AP10-14 : WALDIG : Rue Bâle			- 131 000,00	
2031	20	AP10-5	O	AP10-5 : Schéma distribution			- 50 000,00	
2317	23	AP 10-9	O	AP10-9 : LIGSDORF : Réservoir+arsenic			- 48 000,00	
13111	13	AP 10-8	O	AP10-8 : Remboursement d'une subv.			10 600,00	
6062	011		O	Annulation engagement	745,00			
7718	77		O	Annulation engagement 6062		745,00		
139118	040		O	AUTRES			1 650,00	
673	67		O	Inscription crédits équilibre	1 450,00			
777	042		O	Amortissements		1 650,00		
28131	040		O	Amortissements				200,00
6811	042		O	Amortissements	200,00			
6236	011		O	Annulation engagement	2 321,00			
7718	77		O	Annulation engagement 6236		2 321,00		
2315	23	AP10-17	O	AP10-17 : DURMENACH - Rue Gendarmerie			53 500,00	
21531	21		O	Inscription crédits équilibre			163 450,00	
TOTAL					4 716,00	4 716,00	200,00	200,00

BUDGET 00203 : BUDGET ASSAINISSEMENT REGIE

Nature	Chapitre	Antenne	HT	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
023	023		O	Virement à la section d'investissement	2 938,00			
021	021		O	Virement de la section de fonctionnement				2 938,00
61523	011		O	Entretien et réparation : prélèvements crédits	- 19 441,00			
66112	66		O	Intérêts des emprunts - crédits supp	16 503,00			
6718	67		O	Apurement prime épuration 2023 non perçue	35 000,00			
741	74		O	Apurement prime épuration 2023 non perçue		35 000,00		
2315	23		O	AP20-5 : Prélèvements de crédits			- 168 111,00	
2315	23		O	AP 20-13 : Ajout de crédit sur l'AP			7 250,00	
2315	23		O	AP 20-15 : Ajout de crédit sur l'AP			83 584,00	
2315	23		O	AP20-19 : Ajout de crédit sur l'AP			66 580,00	
2315	23		O	AP20-23 : Ajout de crédit sur l'AP			13 635,00	
TOTAL					35 000,00	35 000,00	2 938,00	2 938,00

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve les décisions modificatives telles que détaillées ci-avant.

6. AUTORISATION RELATIVE AUX DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025

Entre le 1^{er} janvier 2025 et le vote du budget, aucune dépense d'investissement ne peut se réaliser (hormis pour les crédits de report et les autorisations de programme).

En vertu de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil peut autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent. Ne sont pas compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil communautaire de faire application de cet article dans la limite de 25 % des montants inscrits par chapitre de dépenses d'équipement à chaque budget.

00200 – Budget général :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2024	Montant autorisé pour 2025	Montant autorisé pour 2025 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	219 494,59	54 873,65	50 000,00
204 – subventions d'équipement versées	971 680,22	242 920,05	240 000,00
21 – immobilisations corporelles	137 206,24	34 301,56	34 000,00
23 – immobilisations en cours	385 036,95	96 259,24	95 000,00

00239 – Budget Eau Potable régie :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2024	Montant autorisé pour 2025	Montant autorisé pour 2025 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	164 338,94	34 084,73	34 000,00
21 – immobilisations corporelles	830 050,00	207 512,50	200 000,00
23 – immobilisations en cours	2 257 401,94	64 350,48	60 000,00

00205 – Budget Assainissement régie :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2024	Montant autorisé pour 2025	Montant autorisé pour 2025 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	253 585,20	63 396,30	60 000,00
21 – immobilisations corporelles	997 061,31	249 265,33	245 000,00
23 – immobilisations en cours	1 229 428,25	307 357,06	305 000,00

00 – Budget SPANC : néant

00 – Budget Hôtel d'Entreprises : néant

00 – Budget ZAC Tagolsheim : néant

00210 – Budget Valorisation des Déchets :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2024	Montant autorisé pour 2025	Montant autorisé pour 2025 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	/	/	/
21 – immobilisations corporelles	215 061,38	53 765,35	50 000,00
23 – immobilisations en cours	1 670 498,81	417 624,70	410 000,00

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, autorise son Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite des crédits ci-avant exposés, pour les budgets concernés, avant le vote des budgets primitifs 2025.

7. AVANCES SUR SUBVENTIONS 2025 POUR CERTAINES ASSOCIATIONS

Afin de permettre à certaines associations de faire face à leurs dépenses de début d'année, notamment en matière de charges salariales, et pour tenir des engagements liés à des échéances définies par convention, il est nécessaire d'attribuer à certaines associations ou organismes divers, avant le vote du budget primitif 2025, un acompte sur leur subvention annuelle. Cette avance pourrait représenter 25 % de la subvention allouée en 2024, à savoir :

- **Association pour l'Enfance d'Altkirch**, pour le financement du service petite enfance et enfance d'Altkirch, pour un montant de 102 500 € (subvention 2024 : 410 000 €) ;
- **Maison des Jeunes et de la Culture d'Altkirch** pour un montant de 68 750 € (subvention 2024 : 275 000 €) ;
- **L'Ecole de Musique du Sundgau** pour un montant de 27 500 € (subvention 2024 : 110 000 €) ;
- **L'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau** pour un montant de 42 500 € (subvention 2024 : 170 000 €).

Le Président rappelle également que les subventions dont le montant annuel en numéraire dépasse la somme de 23 000 € prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, donnent lieu de manière obligatoire à la conclusion d'une convention précisant les objets, durée, montant, modalités de versement et conditions d'utilisation de la subvention.

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 71 voix pour, 1 contre et 0 abstention, décide de verser, pour l'exercice 2025, les avances sur subventions à venir aux associations ci-dessus mentionnées, et aux montants ainsi indiqués.

Il décide que ces crédits seront repris dans le cadre du budget primitif 2025, chapitre 65 – compte 6574 « Subvention aux personnes de droit privé ».

Il autorise son Président à finaliser et à signer les conventions correspondantes.

8. APPROBATION DU PLAN DE FORMATION 2025

Elaborer et proposer aux agents de la collectivité un plan de formation est une nécessité qui, conformément aux prescriptions de la loi du 19 février 2007, doit répondre simultanément aux besoins des agents et à ceux de la Communauté de Communes. Ce plan traduit pour une période donnée les besoins de formation individuels et collectifs.

Ce plan de formation, prévu pour l'année 2025, recense les besoins de formation individuels et collectifs des agents.

Ces propositions d'actions pourront, au cours de la période retenue, faire l'objet d'adaptations en fonction des besoins plus spécifiques de certains des agents. Il sera alors possible de compléter l'actuelle proposition pour l'adapter aux besoins de notre organisation et aux sollicitations de nos personnels.

Lors de sa réunion du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le plan de formation 2025 pour le personnel communautaire tel qu'il lui a été présenté par son Président.

9. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Les postes permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Date de début	Numéro de poste
1	MOYENS TECHNIQUES	Adjoint technique principal 2ème classe	35/35	01/01/2025	2024-09-P-01
1	ATTRACTIVITE	Attaché territorial	35/35	01/01/2025	2024-09-P-02
1	ENFANCE	Adjoint technique principal 1ère classe	7/35	01/01/2024	2024-09-P-03
1	ENFANCE	Animateur	21/35	01/01/2025	2024-09-P-04
1	ENFANCE	Animateur	16,5/35	01/01/2025	2024-09-P-05

Les emplois non permanents sont à créer :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Motif	Date de début	Date de fin	Echelon	Numéro de poste
1	ATTRACTIVITE	Attaché territorial	35/35	Modification dates Contrat de projet	01/01/2025	31/12/2027	1er	2024-01-NP-05

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, comme indiqué ci-dessus.

Il autorise son Président à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par le Code Général de la Fonction Publique pour remplacer les agents momentanément indisponibles sur les postes créés ci-dessus.

Il autorise les agents nommés sur lesdits postes à percevoir des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires.

10. FORFAIT MOBILITE : ADAPTATION AU NOUVEAU CADRE REGLEMENTAIRE

Le Président rappelle que, par délibération DEL-147-2021 du 15 décembre 2021, le Conseil communautaire a institué le forfait mobilités durables au profit des agents à compter de l'année 2021.

À la suite de la publication du décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 et l'arrêté du même jour, le cadre juridique du forfait mobilités durables a évolué en élargissant les moyens de transports ouvrant droit au versement du forfait et en augmentant les montants du forfait à compter du 1er janvier 2025.

Les bénéficiaires restent tous les agents de la Communauté de Communes hormis :

- les agents disposant d'un véhicule de fonction ;
- les agents disposant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- les agents transportés gratuitement par l'employeur.

Les modes de transport sont étendus en revanche. Viennent s'ajouter au vélo personnel ou au covoiturage en tant que passager ou conducteur :

- Ensemble des engins de déplacement personnel motorisés, sans places assises (trottinettes électriques, monoroues, etc. ...);
- Utilisation d'un service de mobilité partagée. Il s'agit là des véhicules en libre-service tels que les scooters ou trottinettes électriques ou en autopartage, tels que les véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène.

Les montants alloués seront les suivants :

- **100 €** pour l'utilisation d'un moyen de transport dit "vert" **entre 30 et 59 jours** ;
- **200 €** pour l'utilisation d'un moyen de transport dit "vert" **entre 60 et 99 jours** ;
- **300 €** pour l'utilisation d'un moyen de transport dit "vert" **au moins 100 jours**.

Le nombre de jours est modulé selon la quotité horaire de travail de l'agent.

Le forfait est exonéré d'impôts sur le revenu, des cotisations sociales (y compris CSG et CRDS).

Le décret du 13 décembre 2022 autorise de cumuler la prise en charge d'un abonnement de transport régulier avec un autre mode de transport qui donne droit au forfait mobilité. Exemple : abonnement de train (remboursement partiel par la CCS) + location d'un vélo (forfait mobilité).

Toutefois un même abonnement ne peut donner lieu à une prise en charge au titre de deux dispositifs (exemple : l'abonnement du train ne peut donner lieu au remboursement de la CCS et au forfait mobilité).

Il convient de transmettre au plus tard le 31 décembre de l'année N, au service RH, l'attestation sur l'honneur actant la demande de versement du forfait, accompagné du tableau de suivi.

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve les modifications au versement du forfait mobilités durables selon le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022, telles que présentées par son Président.

11. DETERMINATION DES MODALITES DE CONCERTATION PUBLIQUE PREALABLE A LA CREATION DE LA ZAC DE CARSPACH

Le Président rappelle que la Communauté de communes Sundgau s'est engagée dans l'aménagement d'une zone d'activités économiques afin de compléter l'offre foncière du territoire. Cette zone a vocation à accueillir à terme des entreprises de l'artisanat et de la petite industrie et doit répondre au déficit foncier en matière économique dont souffre le territoire de la CCS.

Le site choisi est situé sur le ban communal de Carspach, à l'intersection des routes départementales 419 et 16 et dispose d'une superficie de 12 ha. Les études de faisabilité préalables ont permis de choisir de réaliser une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

La procédure de ZAC impose au porteur de projet de réaliser une concertation du public afin que celui-ci puisse en prendre connaissance et formuler ses observations sur le projet. Selon la procédure, la concertation est réalisée avant que la CCS délibère sur la création de la ZAC. La concertation doit être mise en place à un stade d'avancement du projet permettant au public de comprendre et d'identifier les enjeux mais également suffisamment en amont afin que les observations formulées puissent être prises en compte dans la réalisation effective du projet. Conformément aux articles L.103-2 et L.103-3 du Code de l'urbanisme, il revient à l'autorité compétente de définir les modalités de la concertation du public et les objectifs poursuivis. Ainsi, les objectifs poursuivis dans la mise en place de la ZAC de Carspach sont les suivants :



- Garantir une offre foncière à vocation économique permettant le maintien et le développement des entreprises du territoire ainsi que l'accueil de nouvelles entreprises ;
- Proposer une offre foncière qualitative, accessible et optimisée ;
- Développer une zone économique à l'impact environnemental neutre par la mise en place d'un fonctionnement ancré dans l'écologie industrielle et territoriale ;
- Permettre un développement qualitatif avec un travail important sur les aspects architecturaux et en portant un soin à « l'entrée de ville » dans laquelle se situe le projet.

Les modalités de la concertation du public sont les suivantes :

- La concertation du public est ouverte à compter du 9 décembre 2024 et durera jusqu'à la délibération de création de la ZAC par le Conseil communautaire. Elle ne pourra pas durer moins d'un mois ;
- Un registre de concertation du public est mis en place au siège de la Communauté de communes Sundgau ainsi qu'en Mairie de Carspach. Le public peut venir y consigner ses remarques, observations et enrichissements du projet au jours et horaires habituels d'ouverture au public. Toutes les remarques seront conservées par la CCS et traitées dans le cadre du bilan de la concertation ;
- Une réunion publique sera organisée. Elle aura pour but de présenter les esquisses du projet et d'échanger avec la population ;
- Un descriptif du projet sera déposé sur le site internet de la CCS et permettra au public qui le souhaite d'accéder aux informations relatives à la ZAC.

La fin de la concertation sera annoncée préalablement à la clôture de la concertation. Le bilan de la concertation sera arrêté par le Conseil communautaire.

Le dossier de concertation comprend les éléments suivants : délibération définissant les objectifs et modalités de concertation, présentation du projet, note d'enjeu transmise par la MRAE.

A la suite d'une interrogation de Monsieur Rémi SPILLMANN relative à l'informations des habitants, Monsieur Christian SUTTER précise qu'une communication a été publiée sur le site de la CCS ainsi que sur les réseaux sociaux en ce sens.

Le Président précise que la réalisation de cette ZAC est un projet majeur pour le territoire et permettra de créer des emplois et des ressources.

Monsieur Raphael SCHMIDLIN demande si des entreprises sont déjà candidates à l'installation au sein de cette future zone d'activités. Si tel est le cas, il souhaite savoir si elles seront créatrices d'emplois ou, au contraire, si elles proviennent déjà du territoire.

Le Président explique que le choix s'est porté sur une zone à vocation artisanale et petites industries afin de permettre la création d'emplois.

Monsieur Georges Riss s'interroge sur une liaison autoroutière entre Altkirch et la A36. Si la ZAC se concrétise, il faudra certainement reconsidérer ce point car il sera difficile pour les entrepreneurs de transiter à travers les villages.

Monsieur Nicolas JANDER explique qu'il existe une déclaration d'utilité pour la liaison Altkirch-Mulhouse-Burnhaupt mais que ce projet est très complexe et coûteux.

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 50 voix pour, 0 contre et 6 abstentions, approuve les objectifs poursuivis par le projet de création de la zone d'aménagement concerté à Carspach.

Il approuve le périmètre des études préalables.

Il décide d'engager la concertation préalable à la création de la ZAC et en approuve les modalités, telles qu'elles sont décrites ci-dessus.

Il autorise son Président ou son représentant à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre des modalités de la concertation susvisée.

12. INVENTAIRE DES ZONES D'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le Président rappelle que la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, dite loi Climat et Résilience, vise à renforcer la lutte contre le dérèglement climatique et à accroître la résilience de notre société face à ses effets. Cette loi s'inscrit dans une démarche globale de transition écologique, avec des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de préservation des ressources naturelles. L'un des axes majeurs de cette loi est la sobriété foncière, qui consiste à limiter l'artificialisation des sols et à promouvoir une utilisation plus durable et efficiente des espaces disponibles.

Afin de favoriser la mise en œuvre de cet objectif, la loi impose aux EPCI d'établir un inventaire des Zones d'Activité Économique présentes sur leur territoire.

En effet, l'autorité compétente en matière de création, d'aménagement et de gestion des zones d'activité économique définies à l'article L318-8-1 est chargée d'établir un inventaire des zones situées sur le territoire sur lequel elle exerce cette compétence.

Cet inventaire comporte, pour chaque zone d'activité économique, les éléments suivants :

- un état parcellaire des unités foncières composant la zone d'activité économique, comportant la surface de chaque unité foncière et l'identification du propriétaire ;
- l'identification des occupants de la zone d'activité économique ;
- le taux de vacance de la zone d'activité économique.

Après consultation des propriétaires et occupants des zones d'activité économique pendant une période de trente jours, l'inventaire est arrêté par l'autorité compétente. Il est ensuite transmis à l'autorité compétente en matière de schéma de cohérence territoriale et à l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme ou de document en tenant lieu.

L'inventaire est actualisé au moins tous les six ans.

La Communauté de Communes Sundgau s'est appuyée sur une méthodologie et une analyse proposée par la Banque des Territoires afin d'aboutir à cet inventaire. Une consultation a ainsi été lancée auprès des entreprises sur le territoire et les communes disposant de zones d'activité économique ont été consultées afin de conforter l'analyse de la banque des territoires et de compléter l'inventaire.

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve l'inventaire des zones d'activités économiques tel que présenté en annexe à la délibération.

13. APPROBATION DE L'AVANT-PROJET DEFINITIF DE LA CONSTRUCTION D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT A MUESPACH-LE-HAUT

Le Président rappelle que l'accueil périscolaire des enfants scolarisés à Muespach et Muespach-le-Haut est actuellement organisé dans la salle polyvalente à Muespach-le-Haut. Afin d'offrir des conditions d'accueil optimales, il a été décidé d'engager la construction d'un accueil de loisirs sans hébergement à Muespach-le-Haut, sur un terrain à proximité immédiate de la crèche intercommunale.

A cet effet, un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu avec le groupement représentée par FACTORY ARCHITECTURES. Ce dernier vient de remettre son avant-projet définitif de l'opération.

L'avant-projet détaillé prévoit la construction d'un accueil de loisirs d'une surface totale d'environ 607 m² pour une capacité d'accueil de 80 enfants.

Réalisé avec une ossature bois, le bâtiment sera en partie isolé en paille. Le reste en fibre de bois. Des panneaux photovoltaïques de 19kWc seront installés sur la toiture pour répondre au besoin du bâtiment mais ainsi qu'à ceux de la crèche, dans l'optique d'une autoconsommation collective.

La production de chaleur sera réalisée à partir de l'unité de production géothermique, qui desservira également la crèche, dans le cadre des travaux de rénovation énergétique de ce bâtiment.

Le coût des travaux est estimé à 2 016 300 € HT.

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve l'avant-projet définitif de l'opération de construction d'un accueil de loisirs sans hébergement à Muespach-le-Haut, tel que présenté par son Président.

14. FIXATION DE LA CONTRE-VALEUR POUR LES REDEVANCES DE L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

Le Président expose que la loi de finances pour 2024 modifie les redevances des Agences de l'eau par la suppression de deux redevances et par la création de trois nouvelles redevances à partir du 1^{er} janvier 2025.

Suppression au 1^{er} janvier 2025 :

- Redevance pollution ;
- Redevance modernisation des réseaux.

Création au 1^{er} janvier 2025 :

- Redevance consommation eau potable ;
- Redevance performance pour réseau eau potable ;
- Redevance performance pour réseau assainissement collectif.

Les contre-valeurs pour les redevances créées seront imputées sur chaque facture d'eau potable et d'assainissement émise à partir du 1^{er} janvier 2025, quelle que soit la période de consommation de l'eau et sans application de prorata.

Les tarifs nationaux ont été votés et transmis par « l'avis relatif à la délibération n°2024/32 relative aux tarifs et à la modulation géographique des redevances sur le bassin Rhin-Meuse pour la durée du 12^{ème} programme d'intervention ».

Les tarifs des contre-valeurs pour les redevances de performances sont le résultat du produit du tarif voté par un coefficient de modulation variant selon les données techniques déclarés pour chacun des réseaux (indicateurs Sispea).

Performance réseau eau potable	Variation de 0.2 à 1
Performance réseau assainissement	Variation de 0.3 à 1

Pour l'année 2025, par défaut le coefficient de modulation sera de 0.2 en eau potable et 0.3 en assainissement.

	TARIF 2024 € HT/m ³	TARIF 2025 € HT/m ³
Redevance prélèvement (AEP – TVA5.5%)	0,05	0,05
Redevance pollution (AEP – TVA5.5%)	0,350	
Redevance consommation eau potable (AEP – TVA5.5%)		0,390
Redevance performance réseau eau potable (AEP – TVA5.5%)		0,066
Redevance modernisation des réseaux (ASST – TVA 10%)	0,233	
Redevance performance réseau assainissement (ASST – TVA 10%)		0,138
TOTAL	0,633	0,644

Les redevances des années 2026 et suivantes seront proposés au vote chaque année en fonction des coefficients de modulation.

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, fixe pour l'année 2025 le montant de la contre-valeur de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable, répercutée sur chaque abonné, à 0,066 € HT/m³.

Il fixe pour l'année 2025 le montant de la contre-valeur de la redevance pour la performance des réseaux d'assainissement collectif, répercutée sur chaque abonné, à 0,138 € HT/m³.

Il précise que les montants perçus seront reversés à l'Agence de l'Eau Rhin Meuse l'année suivante à la suite de la déclaration annuelle.

Départ de Monsieur Gérard RENGGLI

15. REDEVANCE DE L'EAU POTABLE : FIXATION DES NOUVEAUX TARIFS

Le Président rappelle que les tarifs de la redevance eau potable sont en cours d'harmonisation et que le tarif cible sera atteint au 1^{er} janvier 2026.

La part fixe eau potable est actuellement identique quel que soit le diamètre du compteur en place au niveau de l'habitation. Il semble opportun de fixer un tarif différencié en fonction du diamètre du compteur étant entendu que les frais d'entretien du branchement sont plus élevés plus le diamètre de la conduite est important.

Il est proposé la tarification suivante :

Diamètre compteur	Part fixe AEP € HT/an
DN 15/20	40
DN 32	60
DN 40/50	80
DN 63	100

La Commission Eau potable et Assainissement, réunie le 12 novembre dernier, a émis un avis favorable à l'application de cette évolution tarifaire à partir du 1^{er} janvier 2025.

Lors de sa réunion du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, fixe les tarifs de la part fixe eau potable différenciée en fonction des diamètres de compteur eau potable selon le tableau suivant :

Diamètre compteur	Part fixe AEP € HT/an
DN 15/20	40
DN 32	60
DN 40/50	80
DN 63	100

16. MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE DE L'EAU POTABLE

Le Président rappelle qu'en vertu de l'article L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes et les groupements de collectivités territoriales, établissent, pour chaque service d'eau ou d'assainissement dont ils sont responsables, un règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

Il est proposé des ajouts et modifications du règlement du service eau potable actuellement en vigueur.

Les modifications proposées sont les suivantes :

- **Article 2.3** : suppression de la date de transmission des informations d'exercices incendie. Cette demande est valable toute l'année ;
- **Article 5.3** : précision qu'en cas d'absence d'information sur le nouvel abonné (locataire), la facturation sera imputée au propriétaire quel que soit la durée de la transition ;
- **Ajout d'un article 6.6** : "Les facturations sont basées une fois par an sur un relevé réel. En cas d'absence il est demandé la transmission du relevé par l'abonné au service (plusieurs moyens mis à disposition). En cas de non-réponse, une estimation de consommation sera appliquée ; Après 4 estimations (2 dans le cadre normal de la facturation et 2 en raison de non-transmission du relevé réel), l'abonné reçoit un courrier nominatif lui demandant la communication d'un relevé réel dans un délai de 1 mois. Sans nouvelle manifestation, une consommation forfaitaire non négociable et non remboursable de 120 m3 sera appliquée lors de la période de facturation suivante en ajout à la consommation de la période. » ;
- **Article 9.6** : Ajout "Toutes prises d'eau sur le branchement sans système de comptage est une manœuvre illégale. Dès constatation une consommation forfaitaire de 200 m3 sera appliquée au propriétaire. A sa charge d'en rechercher les responsables. Ce forfait est non remboursable".

Les autres dispositions du règlement non modifiées restent applicables.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve les modifications au règlement de service de l'eau potable, telles que présentées ci-avant par son Président.

Il autorise son Président à signer ce règlement ainsi que tous actes s'y rapportant.

17. REDEVANCE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF : FIXATION DE NOUVEAUX TARIFS

Le Président expose que la Communauté de Communes devra faire face, à court terme, d'une augmentation substantielle de certaines dépenses :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure pour l'agglomération de Waldighoffen et les travaux d'investissement conséquents en résultant ;
- Gestion du temps de pluie des agglomérations d'Illfurth et d'Altkirch ;
- Réglementation points A2 pour les rhizosphères ;
- Arrêt de la télécommunication 2G puis 3G nécessitant des investissements.

Actuellement, les recettes du budget annexe Assainissement ne permettent pas de faire face à ces dépenses. En conséquence, il est proposé, il est proposé une augmentation de la part fixe de la redevance 10 € HT/an.

Parallèlement, il est proposé la fixation de parts fixes différenciées en fonction du diamètre du compteur d'eau potable selon la répartition suivante :

Diamètre compteur	Part fixe € HT/an
DN 15/20	60
DN 32	70
DN 40/50	90
DN 63	110

La Commission Eau potable et Assainissement, réunie le 12 novembre dernier, a émis un avis favorable à l'application de cette évolution tarifaire au 1^{er} janvier 2025.

Lors de sa réunion du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 54 pour, 0 contre, 1 abstention, fixe à compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs de la part fixe de l'assainissement collectif différenciée en fonction des diamètres de compteur d'eau potable, comme suit :

Diamètre compteur	Part fixe € HT/an
DN 15/20	60
DN 32	70
DN 40/50	90
DN 63	110

18. MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Président rappelle qu'en vertu de l'article L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes et les groupements de collectivités territoriales, établissent, pour chaque service d'eau ou d'assainissement dont ils sont responsables, un règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

Il est proposé l'ajout d'un article dans le règlement du service assainissement collectif actuellement en vigueur.

- Précision des modalités de déconnexion des eaux pluviales du réseau assainissement : « En cas de réalisation d'un nouveau branchement ou d'une mise en conformité, il est demandé la mise en place d'un réseau séparatif et une sortie des eaux pluviales des réseaux eaux usées stricts ou des réseaux unitaires dès lors qu'un exutoire est à proximité (réseau - fossé - cours d'eau). Ces modifications sont à la charge du propriétaire de la parcelle ».

Les autres dispositions du règlement non modifiées restent applicables.

Lors de sa réunion du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 53 voix pour, 0 contre et 2 abstentions, approuve la modification au règlement de service de l'assainissement collectif, telle que présentée par son Président.

Il autorise son Président à signer ce règlement ainsi que tous actes s'y rapportant.

19. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU FONDS DE RENOVATION DES MAISONS ALSACIENNES ET DU BATI TRADITIONNEL

Le Président indique que la Collectivité européenne d'Alsace a mis en place au 1^{er} janvier 2024 un Fonds de sauvegarde de la Maison alsacienne et du Bâti traditionnel. Ce dispositif a pour objectif d'accompagner les porteurs de projet dans la sauvegarde de leur bâti patrimonial.

Par délibération du 27 juin 2024, la CCS a acté son engagement dans la démarche sur proposition de la CeA. De ce fait, le plafond de soutien financier de la CeA envers les porteurs de projet est relevé. La CCS abonde également pour une part supplémentaire de 10% de la somme de la subvention versée par la CeA.

Les demandes de subventions sont formulées par les porteurs de projet auprès de la CeA qui en assure l'étude selon le règlement d'attribution. Un architecte conseil, missionné par la CeA, est saisi pour avis dans le cadre de l'étude du dossier afin d'assurer que les travaux répondent aux objectifs fixés par la CeA. La CCS est saisie pour avis après validation de l'architecte conseil et validation de la CeA.

Les premiers dossiers ont été déposés et conformément au règlement, la CCS est saisie pour avis sur les 3 demandes de subvention suivante :

Demande	Personne	Commune	Montant de la subvention CeA	Montant de la subvention CCS
Restauration d'une maison	Monsieur Martin GOEPFERT	Muespach-le-Haut	14 774 €	1 477,40 €
Rénovation d'une maison	Madame Juliette BLUMBERGER LOUAZEL	Bettendorf	24 550 €	2 455 €
Rénovation de la Synagogue d'Altkirch	Monsieur Alexander HUBERTUS HAESEN	Altkirch	27 191 €	2 719,10 €

Le versement de la subvention s'effectuera après vérification de la bonne conduite des travaux auprès de l'architecte conseil.

Monsieur Jean ZURBACH demande si les presbytères bénéficient également du dispositif dans le cadre d'une rénovation.

Le Président précise que c'est un dispositif destiné uniquement aux particuliers.

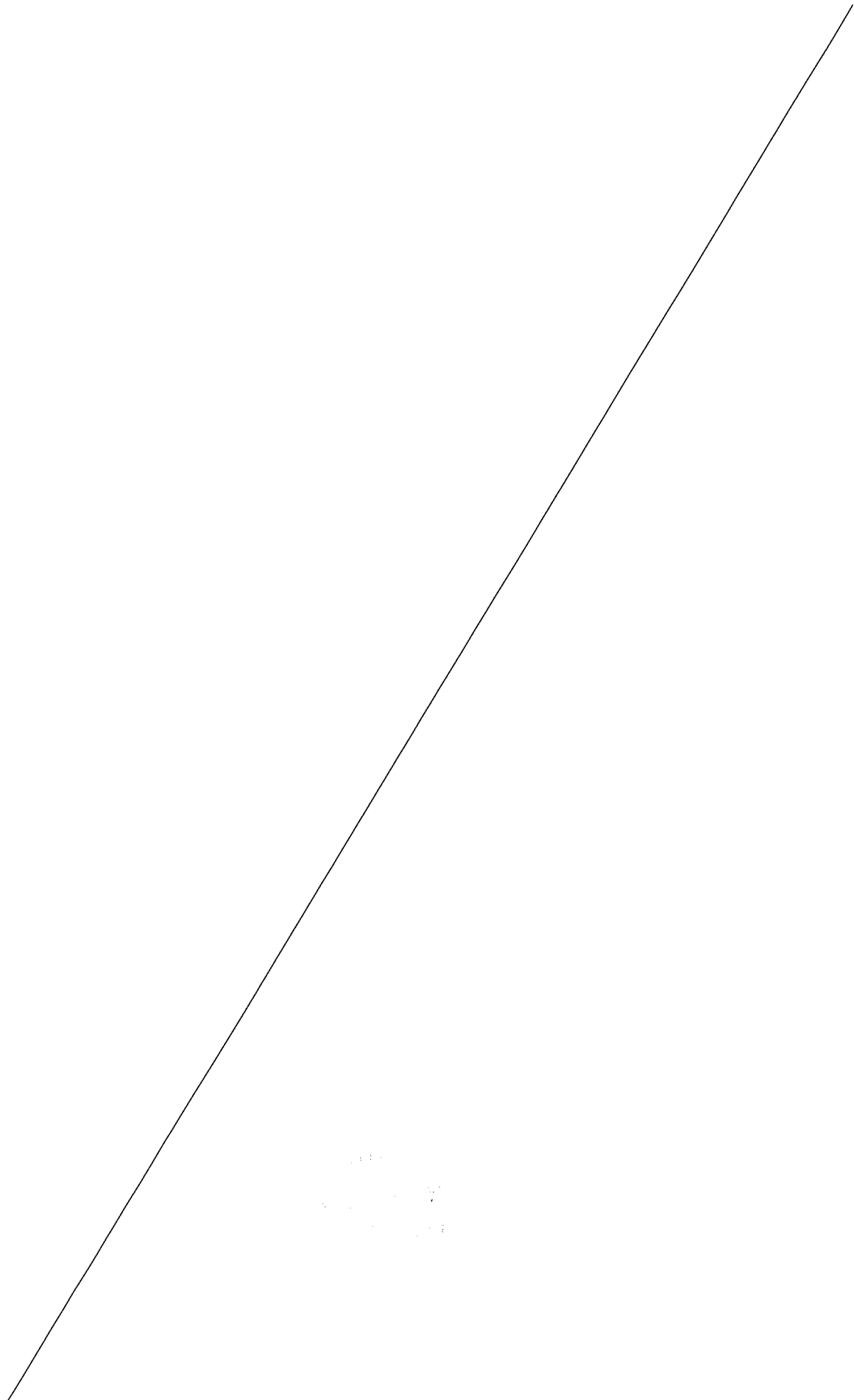
Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve l'attribution de subventions aux porteurs de projets dans le cadre du fonds de rénovation des maisons alsaciennes et du patrimoine bâti porté par la Collectivité Européenne d'Alsace comme suit :

Demande	Personne	Commune	Montant de la subvention CeA	Montant de la subvention CCS
Restauration d'une maison	Monsieur Martin GOEPFERT	Muespach-le-Haut	14 774 €	1 477,40 €
Rénovation d'une maison	Madame Juliette BLUMBERGER LOUAZEL	Bettendorf	24 550 €	2 455 €
Rénovation de la Synagogue d'Altkirch	Monsieur Alexander HUBERTUS HAESEN	Altkirch	27 191 €	2 719,10 €

Il dit que les subventions seront imputées au budget principal 2025 où les crédits nécessaires seront inscrits.

af



20. POINTS DIVERS

- Valorisation des déchets

Monsieur François WALCH demande où en est la transmission des données concernant les points d'apports des déchets verts évoquée lors de la réunion qui s'est tenue à Ferrette.

Il lui est répondu que les données seront prochainement transmises.

Le Président informe que Monsieur Bertrand IVAIN organisera prochainement une réunion de secteur, Sud et Nord, car les contraintes sont différentes sur le territoire, afin d'étudier l'implantation des points d'apports volontaires des déchets verts, leurs accès et le coût.

Cette discussion collective permettra d'étudier et d'identifier les problématiques, de trouver des sources d'économies.

- Communications

Madame Fabienne BAMOND demande aux conseillers de bien vouloir relayer la CC Info aux conseillers municipaux.

Elle rappelle aussi la diffusion en avant-première du film promotionnel du Sundgau le 18 décembre prochain à Illfurth et invite les élus à y participer.

- Détermination du lieu de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21h00.

Altkirch, le 3 février 2025

Le Président
Gilles FREMIOT

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance

